

[Traduction]

LA TENEUR D'UNE CERTAINE LETTRE

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): La ministre n'a-t-elle pas dit dans une lettre datée du 6 janvier que son ministère a pour principe d'appuyer les campagnes de recrutement de la Fédération des jeunes PC et que ce devrait être la priorité de son gouvernement?

Une voix: Voici la lettre. Voici la lettre.

L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse)): Je n'ai pas la moindre idée de la lettre à laquelle le député fait allusion. Je voudrais bien la voir. Pour le moment, je crois que ceux qui annoncent ma fin exagèrent beaucoup. Je travaillerai pour tous les jeunes Canadiens avec mes collègues.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi. J'ai examiné les réponses qu'elle a données hier concernant l'invasion de la vie privée perpétrée par la firme Peat Marwick et je voudrais lui poser la question suivante: Reconnaît-elle que son personnel n'était pas au courant de l'article 114 de la Loi sur l'assurance-chômage qui interdit expressément la publication de renseignements confidentiels sans le consentement du ministre? L'entourage de la ministre est-il à ce point incompetent?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je remercie le député de soulever de nouveau cette question. Je peux lui dire et à tous les autres qu'on m'a remis une réponse préliminaire à la suite de l'enquête que j'ai demandée. Je constate que les règles n'ont pas été respectées et c'est pourquoi j'ai pris les mesures suivantes. J'ai demandé à Peat Marwick de rapporter tous les renseignements qu'elle avait recueillis; j'ai prévenu les responsables que cela ne devait plus se répéter et j'ai demandé au sous-ministre de prendre les moyens nécessaires pour que cela ne se reproduise plus.

LE RÔLE JOUÉ PAR LES COLLABORATEURS DE LA MINISTRE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce-Lachine-Est): Eh bien, monsieur le Président, je suis heureux que la ministre ait réagi de cette manière. Je voudrais maintenant lui demander si l'enquête qu'elle a demandée porte également sur son propre rôle et celui de ses collaborateurs, sur la diligence dont ils ont fait preuve et sur leur connaissance des dispositions de la loi. Ces différents aspects ont-ils été examinés?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, l'enquête portera sur tous les aspects de la question. J'ai déjà reçu un rapport préliminaire. J'ai dit hier que je ne connaissais pas tous les détails de cette enquête en particulier et d'autres également. Je peux affirmer que cela s'applique également à mes collaborateurs. Si j'ai demandé à examiner tous les détails de cette question

Questions orales

c'est pour me faire une idée de ce qui est arrivé par le passé, pour savoir comment les choses se passaient sous le gouvernement précédent et comment il est possible de rectifier certaines formalités qui n'ont pas été exécutées selon les règles.

* * *

LES FORÊTS

LES EXPORTATIONS DE BOIS TENDRE AUX ÉTATS-UNIS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux forêts. Le ministre n'ignore pas que nos exportations de bois tendre ont fait l'objet de débats houleux au Sénat américain. Mais grâce aux efforts de nos entreprises forestières et de nos travailleurs, la controverse entourant les subventions et les coupes de bois commence à s'estomper. Toutefois, la volonté d'établir des quotas et de bloquer la pénétration de nos produits sur le marché américain s'affirme de plus en plus. Le ministre estime-t-il que les pourparlers actuels entre les gouvernements canadien et américain concernant le commerce du bois s'engagent sur une voie acceptable pour le Canada?

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, nous partageons certes l'inquiétude de tous les députés et de l'industrie en général devant une telle montée du protectionnisme aux États-Unis. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec l'industrie et avec les provinces pour convaincre les secteurs qui devraient normalement soutenir les intérêts du Canada, et avec les représentants du Congrès américain afin de nous assurer que notre version des faits soit connue aux États-Unis. Nous allons poursuivre nos efforts dans ce sens. Au demeurant, des négociations ont cours actuellement avec des représentants d'organismes américains aux États-Unis mêmes. Ils sont venus visiter nos installations. Aucun gouvernement au Canada, et l'ITC partage notre point de vue, n'accorde des subventions indues à cette industrie.

LA LETTRE D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, nous savons que cette question a donné lieu à bien des menaces ouvertes et à du chantage, mais je voudrais que le ministre nous explique ce qu'a voulu dire le sénateur McClure qui m'a écrit à ce sujet la semaine dernière. Voici ce qu'il a déclaré:

Les pourparlers entre nos deux gouvernements à ce propos ne semblent pas aboutir à une conclusion acceptable.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, il est normal que certains politiques, comme les représentants au Congrès qui comptent des industries forestières dans leur propre circonscription et qui s'apprêtent à affronter l'électorat, se défendent contre ce qu'ils perçoivent comme une injustice. Ils ont droit forcément à leur opinion. Mais notre industrie et notre gouvernement considèrent que nous ne fournissons aucune aide indue à ce secteur d'activités.